

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre  
6, place de la Pyrotechnie  
CS 70 004  
18021 Bourges Cedex

Bourges, le 25/04/2024

## Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 10/04/2024

### Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SARL MERCIER LEROY ET FILS**

9 bis route de Savigny  
18390 Moulins-sur-Yèvre

Références : /  
Code AIOT : 0010004797

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 10/04/2024 dans l'établissement SARL MERCIER LEROY ET FILS implanté 9 B RTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

- Comités Opérationnels Départementaux Anti-Fraude (C.O.D.A.F.).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SARL MERCIER LEROY ET FILS
- 9 B RTE DE SAVIGNY 18390 MOULINS-SUR-YEVRE
- Code AIOT : 0010004797
- Régime : Autorisation

- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société LEROY MERCIER a pour principale activité la récupération et le stockage de déchets métalliques, sur son site implanté sur le territoire de la commune de Moulins-sur-Yèvre. Ces installations relèvent du régime de l'autorisation au titre de la législation des installations classées et sont réglementées par l'arrêté préfectoral n°2004.1.125 du 19 février 2004 modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire du 2 juillet 2013.

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits conduisant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

### 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive

pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup>	Proposition de délais
4	Capacités des installations	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.2	Demande d'action corrective	2 mois

*(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale*

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rétentions	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.7.1.1	Sans objet
2	Brûlage à l'air libre	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.2.1.2	Sans objet
3	Nature et origine des déchets	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.1	Sans objet
5	Implantation et aménagements des installations	Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.3	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans le tableau ci-dessus.

## 2-4) Fiches de constats

### N° 1 : Rétentions

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.1.7.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Disposition techniques applicables à l'ensemble de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Tout stockage fixe ou temporaire d'un liquide susceptible de créer une pollution des eaux où des sols est associé à une rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- 100 % de la capacité du plus grand réservoir,</li> <li>- 50 % de la capacité des réservoirs associés.</li> </ul> <p>Cette disposition n'est pas applicable aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Pour les stockages de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, la rétention</p>

<p>est au moins égale à :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- dans le cas de liquides inflammables, à l'exception des lubrifiants, 50% de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans les autres cas, 20 % de la capacité totale des fûts,</li> <li>- dans tous les cas, 800 l minimum ou égale à la capacité totale lorsque celle-là est inférieure à 800 l.</li> </ul> <p>[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2024, l'inspection des installations classées a constaté que le stockage des liquides susceptibles de créer une pollution des eaux ou des sols et réalisé dans un local couvert sur une aire étanche.</p> <p>Dans ce local, l'inspection a constaté la présence d'une cuve de Gasoil (environ 2500 l) stockée sur rétention maçonnée, un fut d'huile hydraulique (200 l) stocké sur rétention ainsi qu'une palettes comportant un fût de 200 l, un fut de 60 l et un fut de 30 l d'huile usagée qui ne sont pas stockés sur rétention.</p> <p>Lors d'une seconde visite réalisée le 11 avril 2024 (qui fait l'objet d'un rapport distinct), l'inspection a constaté que l'exploitant avait mis les fûts d'huile usagée sur rétention.</p> <p><b>Le constat relevé lors de la visite d'inspection du 10 avril 2024 est levé.</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
<p><b>Type de suites proposées :</b> Sans suite</p>

## N° 2 : Brûlage à l'air libre

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 3.2.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Disposition techniques applicables à l'ensemble de l'établissement
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le brûlage à l'air libre est interdit.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2024, l'inspection des installations classées n'a pas constaté de trace de brûlage à l'air libre sur le site.</p> <p><b>Pas d'écart constaté le jour de la visite</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>

Type de suites proposées : Sans suite
---------------------------------------

**N° 3 : Nature et origine des déchets**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.1
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions particulières applicables à certaines installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Les déchets admissibles sur le site sont les suivants:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- métaux sous forme sèche et propre avec notamment du bronze, cuivre, laiton, aluminium, inox, plomb, zinc, étain, antimoine, nickel ainsi que la ferraille neuve et de réemploi,</li> <li>- batteries au plomb,</li> <li>- câbles et des fils électriques, pièces métalliques pouvant être légèrement enduites d'huile, copeaux d'usinage.</li> </ul> <p>Les déchets suivants sont interdits sur le site :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- carcasses de véhicules hors d'usage,</li> <li>- produits pouvant contenir des liquides susceptibles de créer une pollution accidentelle (équipement non purgés, réservoirs.....),</li> <li>- poudres métalliques à caractère explosif ou inflammables,</li> <li>- bouteilles de gaz, même présumées vides.</li> </ul> <p>[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2024, l'inspection a constaté la présence d'un panneau indiquant les déchets admissibles et interdits sur le site conformément au présent article de l'arrêté préfectoral.</p> <p>L'inspection des installations classées n'a pas constaté la présence de déchets non autorisés le jour de la visite d'inspection.</p> <p><b>Pas d'écart constaté le jour de la visite</b></p>
<p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>-</p>
Type de suites proposées : Sans suite

**N° 4 : Capacités des installations**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.2
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions particulières applicables à certaines installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>La capacité maximale d'entreposage de déchets du site est de 1000 m<sup>2</sup>. Les capacités se répartissent ainsi :</p>

Types de déchets	Hauteur maximale des stocks	Surface maximale stockés sur place
Ferrailles / fontes	3,5m	180m <sup>2</sup>
Aluminium	3,5m	140m <sup>2</sup>
Zinc	3,5m	35m <sup>2</sup>
Inox	3,5m	50m <sup>2</sup>
Batteries	3m	17m <sup>2</sup>
Câbles alu / cuivre	3m	13m <sup>2</sup>
Plomb	3m	10m <sup>2</sup>
Cuivre / bronze	3m	80m <sup>2</sup>
Autres structures diverses, métaux non ferreux, ...	2,5m	475m <sup>2</sup>

[..]

#### Constats :

Lors de la visite, l'inspection a constaté que la capacité d'entreposage des déchets n'excédait pas 1000m<sup>2</sup>.

Types de déchets	Surface maximale autorisée sur place	Surface constaté sur place lors de la visite
Ferrailles / fontes	180m <sup>2</sup>	environ 170m <sup>2</sup>
Aluminium	140m <sup>2</sup>	environ 40m <sup>2</sup>
Zinc	35m <sup>2</sup>	environ 15 m <sup>2</sup>
Inox	50m <sup>2</sup>	environ 25 m <sup>2</sup>
Batteries	17m <sup>2</sup>	environ 10 m <sup>2</sup>
Câbles alu / cuivre	13m <sup>2</sup>	environ 12m <sup>2</sup>
Plomb	10m <sup>2</sup>	environ 1m <sup>2</sup>
Cuivre / bronze	80m <sup>2</sup>	environ 25m <sup>2</sup>
Autres structures diverses, métaux non ferreux, ...	475m <sup>2</sup>	surface inférieure à 475m <sup>2</sup>

L'inspection a constaté que l'inox est stocké sur une hauteur de plus de 3,5m (hauteur maximale autorisée).

**Constat : La hauteur de stockage maximale de l'inox n'est pas respectée.**

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

L'exploitant transmet à l'inspection des installations classées les justificatifs permettant de répondre au constat formulé ci-dessus. En cas de sollicitation de délais de mise en œuvre des actions correctives en réponse à ce constat, l'exploitant transmet à l'inspection des installations classées un plan d'actions dûment motivé.
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective
<b>Proposition de délais :</b> 2 mois

#### N° 5 : Implantation et aménagements des installations

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 19/02/2004, article 4.1.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Prescriptions particulières applicables à certaines installations
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Le chantier est situé et installé conformément aux plans joints à la demande d'autorisation.</p> <p><b>Les câbles électriques sont stockés dans deux benne métalliques.</b> Celles-ci sont situées :  - à plus de 10 m de toute habitation occupée par des tiers,  - à plus de 8 m d'un autre stockage de produits combustibles (dont les batteries au plomb),</p> <p><b>Les batteries au plomb sont stockées dans des bacs plastiques étanches avec couvercle.</b> Ceux-ci sont situés :  - à plus de 10 m de toute habitation occupée par des tiers,  - à plus de 8 m d'un autre stockage de produits combustibles (dont les câbles électriques),</p> <p>En dehors de leur utilisation pour la découpe au chalumeau, les bouteilles d'oxygène et de propane sont localisées dans un endroit spécifique protégé des chocs.</p> <p>[...].</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Lors de la visite du 10 avril 2024, l'inspection a constaté que :  - les câbles électriques sont stockés dans des bennes métalliques situées à plus de 10m de toutes habitations occupées par des tiers et à plus de 8m d'un autre stockage de produits combustibles (batteries au plomb).  - Les batteries au plomb sont stockées dans des bacs plastiques étanches avec couvercles situés à plus de 10m de toutes habitations occupées par des tiers et à plus de 8m d'un autre stockage de produits combustibles (câbles électrique).  L'inspection a également constaté que les chalumeaux et les bouteilles d'oxygène et de propane sont localisées dans un endroit spécifique et protégé des chocs.</p> <p><b>Pas d'écart constaté le jour de la visite</b></p>
<b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>

-

**Type de suites proposées :** Sans suite